

LHL
N° 163/CA du répertoire

N° 03-174/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : SAÏZONOU Bakary V.
C/
Préfet de l'Ouémé

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 22 octobre 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 07 novembre 2003 sous numéro 723/GCS, par laquelle Monsieur SAÏZONOU Bakary V., Administrateur des biens de la succession de feu El-Hadj Osséni SAÏZONOU, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le permis d'habiter n° 1/279 sans précision de date délivré par le préfet de l'Ouémé aux nommés BOTON Mahudjro Pierre et FASSASSI Madinatou sur un domaine appartenant à son feu père ;

Vu la lettre n° 1403/GCS du 03 décembre 2003 par laquelle le requérant a été invité à apposer des timbres fiscaux sur les feuilles de sa requête conformément aux dispositions de l'article 682 du Code Général des Impôts ;

Vu la lettre n° 1402/GCS du 03 décembre 2003 par laquelle mise en demeure a été faite au requérant d'avoir à consigner au greffe de la haute juridiction la somme de cinq mille francs en application des prescriptions de l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu le silence observé par le requérant en dépit de la mise en demeure qui lui a été adressée ;



Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Lucien Aristide DEGUENON** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que Monsieur SAÏZONOU Bakary V. a introduit devant la chambre administrative de la Cour suprême un recours en annulation pour excès de pouvoir contre le permis d'habiter n° 1/279/sans précision de date délivré par le préfet de l'Ouémé aux nommés BOTON M Pierre et FASSASSI Madinatou sur un domaine appartenant à son feu père ;

Considérant que bien que mis en demeure d'avoir à accomplir les formalités légales préliminaires d'apposition de timbres et de consignation, le requérant n'a pas cru devoir s'exécuter ;

Qu'en effet le Code Général des Impôts en son article 682 soumet au timbre de dimension ...les recours en annulation pour excès de pouvoir, les recours de plein contentieux...

Qu'en outre l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 précitée prévoit en son article 45 : « Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que le requérant n'ayant pas observé lesdites prescriptions doit être déclaré déchu de son action ;



PAR CES MOTIFS ;**DECIDE :**

Article 1^{er}. – Le requérant est déchu de son action.

Article 2. - Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs et Madame :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT ;

Joachim G. AKPAKA	{	
et	{	
Eliane KPADONOU	{	CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mil quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Lucien Aristide DEGUENON

MINISTERE PUBLIC ;

Et de **Geneviève GBEDO**

GREFFIER ;

Enregistré à Cotonou le 04/01/06
 Fo 24 Cas 0069
 Reçu Deux mille francs.
 L'Inspecteur de l'Enregistrement

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur

le Greffier,

Antoinette L. HEB



[Signature]

[Signature]

[Signature]



L'inspecteur des Contributions

